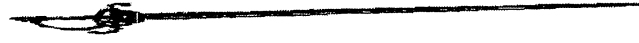




La rapière



Journal d'information de la section Snadgi-cgt du Gers

Hors série N° 1 - Spécial hypothèques

Mars 2007

Les hypothèques dans l'oeil du cyclone libéral de la casse du service public.

Depuis longtemps, les hypothèques sont un service de la DGI qui a été soumis à une pression productiviste de la part de la centrale: carnet de travail, silence absolu dans les rangs, avec pour corollaire la prime RSU(*) avantageant les agents C par rapport aux autres services mais en gardant après 1989 une modulation de ladite prime pour récompenser les agents méritants (dixit les conservateurs).

Mais cette pression était la conséquence de la conjugaison de deux paramètres importants:

- une sécurité du fichier (responsabilité civile du conservateur oblige) assurée par une prise en charge d'un premier palier et une vérification d'un second palier ce qui induisait un nombre important d'agents et une exigence de technicité élevée dans le domaine de la publicité foncière.
- une connaissance par le conservateur aidé de son fondé de pouvoir des pratiques et techniques de travail et donc une exigence vis à vis de la DG

et de la DSF pour avoir des moyens adaptés à la mission.

Bref, des conservateurs respectés par la hiérarchie pour leur compétence technique et non leur savoir faire managérial.

Cette donnée a été totalement bouleversée par l'arrivée de FIDJI(*) et va l'être plus encore par l'arrivée de Téléactes (télérequisition, c'est-à-dire les demandes de renseignement directement injectées depuis les études notariales, ceci n'étant qu'un hors d'œuvre)

La DGI a vendu aux conservateurs et aux notaires la soupe suivante : nous allons mettre des sommes énormes dans l'informatisation des conservations. En contrepartie, nous exigeons des premiers un retour sur investissement sous forme de suppressions d'emplois et de nouvelles méthodes de travail encore plus productivistes. Aux seconds, nous demandons une qualité de travail qui fasse que les agents des hypothèques ne soient pas les auxiliaires des études chargés

(*)RSU : Renseignements Sommaires Urgents.

(*) FIDJI :Fichier Informatisé des Données Juridiques Immobilières

de passer plus de temps à réparer les erreurs (refus, rejets) qu'à exercer leur mission première c'est-à-dire la transcription et la taxation des droits réels (mission fiscale qui justifie le rattachement des hypothèques à la DGI).

Pour finaliser ce projet, la DG laisse les conservateurs sous la menace des suppressions d'emplois (calculées sur des ratios nationaux « pipés ») et sous la pression continue de leur DPA(*).

D'autre part, cette même DG contraint les notaires en leur faisant percevoir l'éventualité de ne plus les considérer en situation de monopole d'officiers ministériels s'ils ne respectent pas leurs engagements(libéralisme européen oblige).

C'est dans ce contexte que la conservation d'Auch, qui était une conservation respectée pour la qualité du travail de ses agents et qui ne se singularisait nullement au plan national, a commencé en 2002 à rentrer dans l'œil du cyclone :

les charges 2002 (chiffrées par le nombre de fonctionnalités : actes + demandes de renseignements déposées) étaient de 28511 formalités avec 19 agents au TGE(*) pour un effectif présent de 15.22.

En 2005, avec un TGE ramené à 16 pour un effectif réel de 12.67, la conservation d'Auch doit prendre en charge 32978 formalités.

Et enfin, cerise sur le gâteau pour 2006, le DSF gèle un emploi qui sera supprimé en septembre 2007.

Dans le même temps, les agents ont fait baisser le nombre d'irrégularités au prix d'un temps passé au téléphone avec les études, temps passé qui obère celui consacré à remplir leurs obligations qui sont de respecter les délais fichiers, normalement moins de 20 jours.

C'est dans cette configuration que le délai s'est allongé à 45 jours. Au moment où l'on supprimait les emplois, où de nouveaux agents arrivaient, il fallait faire appel à la brigade nationale de renfort avec deux agents s'il vous plaît ! c'est-à-dire renforcer l'effectif réel de près de 20 %. Cela a permis de réduire les délais mais les mêmes causes vont

reproduire les mêmes effets (sauf à contingenter les congés).

Même en abandonnant la vérification de seconde main, pour pouvoir cadrer avec les fameux ratios d'efficience, le nombre d'agents présents n'a pas suffi.

Ainsi , la DG applique aux hypothèques la formule déjà testée sur d'autres services(SIE) et qui a déjà fait les preuves de sa nocivité (pression accrue sur les agents et congés maladie) à savoir :

- diminution des effectifs
- charges nouvelles (arrivée de l'hypothèque rechargeable, de l'hypothèque viagère et contrainte des délais générée par la convention signée avec les notaires du Gers)
- manque de formation (stages refusés) et d'information (aucune réunion de travail sur les nouveautés depuis plusieurs mois)

Une fois de plus, en grand communicant le conservateur n'a pas informé les agents ni de la suppression d'emploi, ni de la signature de la convention. Tout se fait dans le dos des agents.

Et bien entendu, lorsque le conservateur et la direction communiquent, c'est pour dire que les agents ne foutent rien. Mais comme dans tous les services, les agents parlent_travail et eux parlent productivité.

C'est dans ce sens que si nous ne défendons pas nos missions au quotidien, nos emplois ne se justifieront plus, puisque la hiérarchie n'est plus sur notre logique de service public. L'exemple de Condom, où suite aux difficultés inhérentes aux changements de personnel (2 nouveaux sur 5) et aux absences pour raison de santé, les indicateurs ont viré au rouge. Un vérificateur de BNE PF (brigade d'enquête de publicité foncière) est apparu comme par miracle pour contrôler les agents sur la qualité du travail (la hiérarchie n'a pas anticipé les problèmes évoqués supra et on vient vérifier ensuite si ce n'est pas la faute des agents) et accessoirement vérifier si les petites conservations sont viables. Quand les missions sont attaquées et qu'on organise la désorganisation des services, c'est toujours les agents qui trinquent, pas la hiérarchie. Et au fait, qui vérifie la hiérarchie ?

(*) DPA : Diagnostic Plan d'Action – (*)TGE : Tableau Général des Emplois renommé récemment
TSM : Tableau de Support des Mutations.